



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CAMPUS
Poissy

22 septembre 2025

Et maintenant ? On continue !

La journée de grève et de manifestation du 18 septembre a amplifié le succès de celle du 10 septembre, avec plus d'un million de manifestants et des actions de toutes sortes (blocages, piquets de grève, assemblées générales, etc.). Quelles en seront les suites ?

Les ministres passent, le programme reste

Lecornu continue à vouloir nous faire payer la « dette » : 44 milliards d'économies ? 25 milliards ? Cela dépendra du rapport de force. Mais dans tous les cas, ce sera en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, en sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... En concertation avec le grand patronat pour continuer à financer les marchands de mort, Dassault, Safran, Thalès, à offrir chaque année 270 milliards de subventions et exonérations et à engraisser les actionnaires des grandes entreprises.

Battre le fer tant qu'il est chaud...

Face à la déclaration de guerre aux classes populaires que représente le projet de budget, l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a sorti les confédérations syndicales de leur léthargie. La journée du 18 septembre a été un succès encore plus important, avec des taux de grève que l'on n'avait pas vus depuis longtemps, comme dans les transports, et beaucoup de jeunes dans les manifestations.

Mais que proposent les organisations syndicales pour faire suite à ce succès ? Un « ultimatum » creux, qui revient à renvoyer la balle à Lecornu. De leur côté, le Parti socialiste, les Écologistes et le Parti communiste français acceptent de discuter avec lui afin de négocier les sacrifices qu'ils voudraient nous imposer. La France insoumise, elle, refuse de le rencontrer, et, au lendemain du 10, avait appelé à poursuivre le mouvement... mais en donnant pour perspective la destitution de Macron, c'est-à-dire un retour aux arcanes institutionnels. Mais pour stopper la politique patronale, pour renverser la vapeur, il faudra bien plus qu'un simple départ de Macron, bien plus même qu'un simple changement de la Constitution. Il faudra s'en prendre au pouvoir des patrons de nous exploiter et à cette classe bourgeoise qui ne

manque jamais de politiciens pour la servir et nous écraser.

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, il faudra les y contraindre en bloquant l'économie par la grève, et pas seulement quelques journées de grèves réussies : nous l'avons vu en 2023 avec le mouvement contre la casse des retraites. Il faut une grève qui s'étende dans tous les milieux de travail et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits.

... en forgeant nos revendications

Un tel mouvement ne peut se contenter de la revendication d'un « meilleur budget », ou de « conditions » au pillage de centaines de milliards d'euros de nos impôts par les grandes entreprises ! Qui ferait grève pour taxer à 2 % des fortunes multipliées par quatre depuis le Covid ? Ou pour « geler » l'éloignement de la retraite à 63 ans au lieu de 64 ?

Pour que des millions de travailleurs risquent leur paie, et, pour les plus précaires, leur emploi, il faut que le jeu en vaille la chandelle : des augmentations de salaire qui repoussent les fins de mois du 15 au 30, des embauches qui mettent fin aux cadences infernales, et bien d'autres choses encore. C'est de nos vies qu'il s'agit : personne n'est mieux placé que nous pour savoir ce dont nous avons besoin. C'est à nous de déterminer nos revendications.

Saisissons l'occasion pour en discuter dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, en construire les étapes. Des dizaines de grèves ont éclaté ces deux dernières semaines. Dans chacune d'elle se joue un peu du rapport de force entre nous, le monde du travail, et nos ennemis, les capitalistes. Mais pour que nous l'emportions, il faudra frapper ensemble, aller vers une grève générale, seule à même de vraiment « tout bloquer » !

Double peine

La direction de l'usine de Poissy annonce pas moins de 3 semaines de chômage technique au mois d'octobre. Déjà confrontés à une menace de fermeture plus que certaine dans les années à venir nos collègues de chaîne vont perdre encore 3 jours de congés (imposés par la direction) et 16 % de salaire net par jour chômé. Et gageons que la direction serait capable d'imposer des heures supplémentaires dans quelques mois comme elle le fait à Stellantis Douvrin qu'elle est en train de fermer !

Le parrain John Elkann évite la case prison

Le président de Stellantis et héritier Fiat John Elkann a négocié avec la justice italienne une peine d'un an de travaux d'intérêt général et un paiement de 183 millions d'euros pour clore une affaire de fraude à l'héritage (un milliard d'euros de biens n'aurait pas été déclaré après le décès du grand-père, c'est sa propre mère qui a porté plainte contre lui). C'était ça où la prison ? La justice lui a laissé le choix... d'aucuns, simple quidam, auraient fini au trou depuis longtemps.

Et maintenant ? Le rejeton de la famille Agnelli va-t-il nettoyer les murs sales de Turin, ou s'occuper des anciens ? C'est à voir ! Mais est-il vraiment capable de faire quelque chose de ses 10 doigts ?

Les vrais assistés sont dans les conseils d'administration

Jeudi dernier l'émission Complément d'enquête révélait que Michelin avait utilisé près de 4,3 millions d'euros d'argent public afin d'acheter en 2020 des machines neuves destinées à son usine de La Roche-sur-Yon, fermée quelques mois plus tard. En 2024, le groupe a fait 1,9 milliards d'euros de bénéfices tout en touchant 140 millions d'euros de subventions et annonçait les fermetures des sites de Cholet et Vannes, condamnant les 1 200 salariés. Alors que les budgets sociaux sont constamment rognés, les aides publiques pleuvent pour les grandes entreprises pour financer les suppressions d'emplois et gonfler les profits. Il serait bien temps d'aller faire la chasse aux vrais assistés...

Valeo Mondeville : salariés, pas aventuriers !

Le groupe Valeo veut vendre le site de Mondeville (Calvados) à un équipementier, Sinopec. « Une belle aventure ! », selon la direction. « On n'est pas des aventuriers ! », ont répondu les salariés, qui ont fait grève du 8 au 12

septembre pour exiger des garanties sur l'emploi, la paie et les conditions de travail. Leur piquet de grève bloquait des capteurs vitaux notamment pour Stellantis. La justice et les CRS sont venus au secours du patronat, obligeant les grévistes à lever le siège. Cette première bataille en appelle d'autres, pas juste site par site, mais tous ensemble.

Ford fait du fordisme

Ford vient d'annoncer qu'il va supprimer 1 000 postes dans son usine de Cologne, spécialisée dans le véhicule électrique, à partir de janvier 2026. Un plan de restructuration Européen révélé il y a presque un an condamnait 2 900 emplois d'ici 2027 sur ce dernier site industriel en Allemagne puisque la fermeture de Saarlouis est programmée, elle, en novembre prochain.

Ford invoque une demande trop faible en véhicule à piles...donc comme chez bien d'autres constructeurs en Europe ce sont les salariés qui doivent trinquer ? Partout, dans de nombreux pays, nous sommes confrontés aux mêmes politiques patronales la réponse doit être une réponse collective des salariés pour s'y opposer.

Le service national universel disparaît. Tant mieux !

Le service national universel (SNU) était supposé donner aux jeunes un avant-goût de l'armée, avec des journées qui débutaient par la « levée des couleurs » (drapeau et hymne national), alors que le port de l'uniforme était de rigueur. Devant le peu de succès rencontré par cette initiative auprès de la jeunesse (35 700 jeunes inscrits pour 66 000 places en 2025) et son coût (entre 80 et 100 millions d'euros par an), Lecornu a décidé d'y mettre fin. Mais Macron a d'ores et déjà promis qu'il voulait « donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir au sein de nos armées ». Le SNU disparaît, mais l'objectif de faire marcher la jeunesse au pas demeure. À bas l'armée !

Gaza : rien à attendre de l'ONU

La reconnaissance de l'État palestinien par des pays occidentaux ne changera pas grand-chose. La semaine dernière, les États-Unis ont encore bloqué à l'ONU une résolution appelant au cessez-le-feu à Gaza. Trump laisse Netanyahu poursuivre son génocide car Israël est le meilleur allié de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. La vraie solidarité avec les Palestiniens passe par la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse du monde entier !